

PST (Algérie) : transferts sociaux, loi de finance, code de l'investissement à l'heure du libéralisme sauvage

dimanche 27 décembre 2015, par [A. R.](#), [BOURIM Abdellah, C. B.](#), [OUMESSAOUD Wahida](#) (Date de rédaction antérieure : 20 décembre 2015).

Sommaire

- [Les arguments du gouvernement](#)
- [Loi de Finance, code de \(...\)](#)
- [« Il faut dresser le bilan \(...\)](#)
- [PLF 2016 : Le PST s'attaque au](#)

Les arguments du gouvernement battus en brèche

NOUREDDINE BOUDERBA ET MAHMOUD RECHIDI, PORTE-PAROLE PST, ANIMENT UN DÉBAT SUR LE PLF 2016

Invité d'un débat organisé par le PST, Nouredine Bouderberba, syndicaliste et spécialiste des questions sociales, s'est employé, hier, une heure durant, à démonter les arguments utilisés par le gouvernement pour la suppression des transferts sociaux. Autant d'éléments, sur lesquels le Parti socialiste des travailleurs (pst) escompte construire le contre-discours ou le projet d'alternative politique.

Lors de son intervention préliminaire, Mahmoud Rechidi, SG du PST, a estimé d'abord que la nouvelle orientation libérale du pays n'a pas commencé avec l'actuel gouvernement mais avec la politique de l'infitah qui remonte aux années 1990. Selon lui, la LF 2016 vise à liquider le secteur public, en procédant à l'ouverture du capital des grandes entreprises et remet en cause, même partiellement, les transferts sociaux. Et ce, d'une façon légale, à travers la loi de finances qui fait partie de tout un dispositif qui inclut le code du travail, la loi sur la santé et le code des investissements. Aussi, dit-il, "la révision de la Constitution annoncée est le couronnement de ces mutations". il a argué que l'enjeu n'est pas tant dans la révision des mandats présidentiels mais dans la "constitutionnalisation de cette orientation, c'est-à-dire le basculement économique libéral qui est porteur d'un grand danger, en ce qu'elle porte atteinte à l'espoir sur lequel étaient bâti le mouvement national et l'Indépendance nationale qui étaient aussi contre l'exploitation sociale et pour l'égalité".

Pour l'orateur la loi de finances intervient dans un processus d'événements qui date depuis des années. Un constat largement partagé par Nouredine Bouderberba, qui en a voulu pour preuve, l'annonce d'un texte plus grave encore, à savoir le code des investissements qui entre dans le perspective de tout privatiser en Algérie. Déjà que la LF 2016 n'est pas encore promulguée que l'on nous annonce la décision du gouvernement de remettre en cause progressivement les transferts sociaux dans le cadre de la protection sociale en Algérie, qu'il s'agit de remplacer par des transferts

ciblés, parce que, d'après eux, ces transferts généralistes ou universalistes ne sont pas efficaces, affirme l'orateur. Plus grave encore, il pense que la déclaration du FCE, selon laquelle "les transferts sociaux tels qu'ils sont pratiqués en Algérie ne profitent qu'aux riches", émanerait réellement des institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale et le fmi.

L'expert devait battre en brèche les arguments selon lesquels, la suppression des transferts sociaux était nécessaire pour endiguer la surconsommation et la contrebande, en estimant, études à l'appui, que les mesures universalistes réduisent davantage la pauvreté que les programmes ciblant directement les pauvres. Il proposera à la place une stratégie de mobilisation des ressources.

A. R.

* *Liberté*. 20-12-2015 10:00 :

<http://www.liberte-algerie.com/actualite/les-arguments-du-gouvernement-battus-en-breche-238626#.VnZ9t2b>

Loi de Finance, code de l'investissement : un « libéralisme sauvage »

Adoption de la loi de finances pour 2016 : Le PST accuse le gouvernement et le FCE de faire basculer le pays dans un « libéralisme sauvage »

Etre de gauche aujourd'hui, « c'est faire barrage à la politique d'austérité annoncée par le gouvernement à travers l'adoption de la loi de finances pour 2016. Et le plus dangereux est le contenu du projet de code de l'investissement qui sera présenté à l'APN pour son adoption ».



Mohamed Rachedi

C'est ce qu'a déclaré hier le secrétaire général du Parti socialiste des travailleurs (PST), Mohamed Rachedi, lors d'une conférence de presse animée au siège de son parti conjointement avec l'expert Noredine Boudarba, également ancien membre de la Fédération des travailleurs des hydrocarbures, et consacrée au texte de loi de finances pour 2016 et ses répercussions sur la vie des citoyens.

Pour le PST, l'adoption de la loi de finances pour 2016 « n'est pas le commencement de la privatisation des entreprises publiques en Algérie, mais elle s'inscrit dans le cadre d'un processus annoncé durant les années 1990 imposé par le Fonds monétaire international (FMI) et les multinationales dont les gouvernements successifs ont suivi à la lettre ses orientations économiques ».

Pour Rachedi, il s'agit de dénoncer le danger de la loi de finances pour 2016 et son atteinte à la souveraineté nationale, et également cette « austérité imposée aux masses populaires ainsi que les

cadeaux fiscaux décernés aux patrons et aux riches ». Pour ce qui est du projet de la nouvelle mouture de la Constitution, le secrétaire général du PST s'attend « à la constitutionnalisation de ce basculement vers le libéralisme sauvage » prôné par le Forum des chefs d'entreprises (FCE) et le gouvernement.

Pour faire face à cette situation, Rachedi insiste sur la nécessité de relancer la lutte si on veut stopper net le glissement vers la privatisation des biens publics qui appartiennent à tous les citoyens et de barrer le chemin à cette nouvelle classe d'exploiteurs composée par une infime minorité de la population. « Il s'agit de s'opposer au projet libéral de privatisation du secteur public et de bradage du foncier et des terres agricoles. Aujourd'hui, il est question de faire le bilan de la politique de privatisation adoptée par le gouvernement avant de la relancer. » Selon lui, ce qui n'a pas été dit par le gouvernement, c'est son « abandon de l'idéal du combat du peuple algérien et son contrat social, dont le FMI exige sa révision pour faire des travailleurs de simples marchandises ».

Pour l'expert Noredine Boudierba, « la situation d'aujourd'hui n'est pas similaire à celle des années 1980 et 1990. Aujourd'hui, on assiste à une privatisation sauvage des biens publics qui appartiennent à tout le peuple algérien ». Selon lui, « la crise de la chute des prix du pétrole sur le marché international n'est qu'un choc psychologique utilisé par le gouvernement pour faire passer son programme de privatisation en adoptant un discours alarmiste pour faire peur aux citoyens ». « Le gouvernement, au lieu de tourner son regard vers les chefs d'entreprise qui ont bénéficié de réductions et d'exonérations fiscales, s'est tourné vers la poche du citoyen épuisé par la cherté de la vie », a-t-il regretté.

Pour ce qui est des subventions du gouvernement, ce dernier, chiffres à l'appui, explique « le grand mensonge médiatisé par le gouvernement et le FCE » portant sur la surconsommation des Algériens. Selon lui, le taux de subvention du gouvernement est le taux le plus faible, en comparaison avec les pays voisins, notamment la Tunisie qui consacre 1,85% de son PIB, contre 1,2% pour l'Algérie. Pour ce qui est du gaspillage dont parle le gouvernement, les études et les rapports des organisations internationales démontrent que « 80% des Algériens consacrent 55% de leur salaire à l'achat des produits alimentaires ». Selon l'étude de la FAO, l'Algérien gaspille 16% de ses produits, contrairement à l'Européen qui gaspille plus de 40% par an. Pour ce qui est des céréales, le taux de gaspillage est de 30%, dont 20% lors des opérations de stockage et de récolte. Pour ce qui est de la consommation des hydrocarbures, Boudierba estime que l'Algérien consomme moins de 1 200 kg pétrole par an, alors que la moyenne est de 8 000 kg pétrole/an au niveau mondial, avant d'ajouter : « Donc, la levée des subventions de l'Etat sur ces produits n'a aucune relation avec la surconsommation des citoyens, c'est exigence du FMI. »

Abdellah Bourim

* Reporters. [20 décembre 2015 06:00](#)

« Il faut dresser le bilan de la privatisation »

L'ancien syndicaliste Nouredine Boudierba à une rencontre du PST

« Il faut dresser le bilan de la privatisation », déclarait hier l'ancien syndicaliste et spécialiste des questions sociales, Nouredine Boudierba.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Invité à une rencontre-débats du Parti socialiste des travailleurs (PST), cet expert en relations sociales a estimé que le processus de privatisation qui a été enclenché voilà presque une vingtaine d'années poursuivi jusqu'à la moitié de la décade 2000, sera relancé.

Une relance qui sera concrétisée dans le cadre du projet de Code de l'investissement dont une mouture devra être examinée prochainement par le Parlement. Or, ce projet aura des répercussions aussi importantes que le projet de loi de finances pour 2016, adopté récemment par les deux Chambres du Parlement, considérera Nouredine Boudierba.

Et cela dans le contexte où l'économie nationale est dans une situation difficile au regard de la diminution des revenus du pays, compliquée et complexe, en prenant en compte la prégnance du discours ultralibéral, l'« offensive » de l'argent et du capital ainsi que les divergences « politiciennes » et dangereuse au regard de la remise en question et des transferts sociaux, voire du contrat social existant en Algérie.

Selon cet expert, il s'agit certes de cerner le bilan de la privatisation, ses résultats et ses effets sociaux, mais aussi de remettre en cause certaines idées reçues. Ainsi, il relèvera que si les partisans de la privatisation arguent qu'une enveloppe de l'ordre de 60 milliards de dollars a été injectée pour le développement du secteur public durant les quatre dernières décades, mais en vain, il faudra également prendre en compte les 10 milliards de dollars dont bénéficie annuellement le secteur privé depuis quelques années (sous forme d'avantages fiscaux et autres). Comme Nouredine Boudierba considère que les arguments avancés pour remettre en cause la politique des transferts sociaux ne sont pas pertinents, les subventions alimentaires n'ayant jamais dépassé selon cet ancien syndicaliste les 2 milliards de dollars (quelque 2% de la richesse nationale).

Il estimera ainsi que la démarche de « ciblage » des subventions sociales sera inopérante et que toute remise en cause des transferts sociaux ne fera qu'aggraver les inégalités.

C. B.

* *Le Soir Algérie* :

<http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2015/12/20/article.php?sid=188860&cid=2>

PLF 2016 : Le PST s'attaque au gouvernement

Les critiques des partis politiques pour le Gouvernement ne cessent plus. Hier encore, le Parti socialiste des travailleurs (PST), a fortement critiqué, dans un communiqué rendu public, les textes de la Loi de Finances 2016.

Selon le communiqué, « depuis plus de trois ans, l'offensive libérale n'a pas cessé de rogner les mesures inconséquentes et insuffisantes, appelées pompeusement patriotisme économique, introduites par la LFC 2009 ». Pour ce parti socialiste, les attaques quasi quotidiennes contre les subventions et les transferts sociaux, contre l'augmentation des salaires et les pensions, contre les acquis et les droits sociaux, meublent le discours d'une partie du pouvoir, de l'opposition libérale, du FMI et de la BM ainsi que les médias.

Aujourd'hui, explique-t-on, la loi de finances 2016, dont le passage en force au Parlement renseigne

sur les « réformes démocratiques » promises, vient renforcer ce processus libéral dans le but de démanteler le secteur public, d'abolir ce qui reste du caractère social de l'Etat algérien et soumettre notre économie et nos richesses nationales au secteur privé et aux multinationales. Alors que le pays dispose d'une marge de manœuvre financière consistante, indique-t-on, la promotion d'un discours alarmiste, instaurant la peur au sein de la population, vise « à profiter de la chute du prix des hydrocarbures pour accélérer le processus libéral et imposer l'austérité et la précarité sociale pour la majorité des travailleurs et des masses populaires ».

« Cette accélération est confortée par le nouveau rapport de forces au sein du régime en faveur du patronat et des affairistes privés, par la bienveillance des puissances impérialistes qui se frottent les mains et par la lente et difficile cristallisation politique du front social » indique-t-on. Pour le PST, la bataille ne se limite pas à « la dénonciation de la LF 2016 au sein du parlement » ou à la défense du droit de préemption, il s'agit de « s'opposer au projet libéral, à la privatisation du secteur public et le bradage du foncier et des terres agricoles ».

Il s'agit aussi, ajoute-t-il, de « dénoncer l'austérité imposée aux masses populaires et les cadeaux fiscaux décernés aux patrons et aux riches. Il faut se positionner contre les projets de lois libérales et anti sociales tels que le code du travail, la loi sanitaire et le code d'investissements. Il faut, enfin, exiger l'annulation de l'accord injuste avec l'UE et s'opposer au projet d'adhésion de notre pays à l'OMC ». Mais, le PST reste disposé à mener la bataille avec tous ceux qui se mobilisent contre la LF 2016, pour son retrait et pour l'ouverture d'un débat démocratique et sans exclusif sur les choix économiques et sociaux. Avec tous ceux qui luttent pour la levée de toutes les entraves à l'exercice effectif des libertés démocratiques dans notre pays.

Wahida Oumessaoud

* *Ouest Tribune*, 19 décembre 2015 :

<http://www.ouestribune-dz.com/fr/le-pst-sattaque-au-gouvernement/>
